GLASUL MINORITĂŢILOR
LA VOIX DES MINORITÉS
DIE STIMME DER MINDERHEITEN

ANUL / ANNÉE / JAHRGANG XI. IANUARIE - FEBRUARIE / JANVIER - FÉVRIER / JÄNNER - FEBER 1933. NUMĂRUL / NUMÉRO / NUMMER 1-2

Le comte Albert Apponyi.

Par **Arthur de Balogh.**

C'était un cortège funèbre composé d'une foule de plusieurs centaines d'hommes, des plus hautes dignitaires et de tous les représentants de la vie publique du pays qui a rendu les derniers honneurs, le 14 février, dans la capitale hongroise au comte Albert Apponyi, décédé au lieu de ses dernières luttes pour la justice: a Genève. Par le décès du comte Apponyi la Hongrie a subi, sans aucun doute, une perte irréparable. En effet il était le plus grand et le plus fidèle hongrois de son époque. Il était un de ceux, dont le nom contribue le plus à la gloire de la nation. Il luttait avec persévérance pour le droit et la justice. Il était doué d'une sagesse politique éminente. Il comptait parmi les plus grands orateurs de son époque, il travaillait jusque'au dernier moment et tombait sur le champ de bataille. Il avait en tous sens des qualités tellement remarquables qu'on pourrait le comparer seulement aux plus grands représentants de l'esprit hongrois.

Le comte Apponyi était l'incarnation de l'âme et du sort hongrois. La vie plus que millénaire de cette nation souvent méconnue et presque toujours sans amis n'était — elle pas une lutte éternelle contre forces hostiles intérieures et extérieures pour la liberté, pour la justice et pour l'indépendance ? Lutte éternelle non-seulement pour ses propres intérêts, mais encore pour les intérêts de la civilisation. Lutter pour ces idées, les réclamer toujours sans se lasser, ne desespérer jamais, voilà les devises de cette nation qui étaient les devises du comte Apponyi aussi, auxquelles il restait fidèle jusqu'au dernier moment de sa vie qui laissait lui atteindre un age patriarcal.

Il n'était pas seulement un grand patriote hongrois. Il était encore un de ceux qui se distinguent du point de vue de la civilisation entière. Il travaillait non-seulement pour le bonheur de son propre pays, mais encore pour le bonheur de l'humanité. Il a donné une forme hongroise à des idées élevées qui devraient être universelles, à l'esprit de la justice internationale. Il travaillait pour la réalisation de l'état juridique internationale, où les faibles jouissent des mêmes sécurités que les puissents. C'est pourquoi il mérite d'être nommé parmi ceux, qui s'efforçaient à améliorer le sort de l'humanité.

Les qualités remarquables du comte Apponyi étaient reconnues par le monde entier, ce qui n'empêchait pas qu'il soit méconnu. Il est universellement admis, et sans contestation possible, que parmi tous les vaincus c'est la Hongrie qui fut le plus sévèrement punie par le traité de Trianon. La cause principale de cet acte de juridiction exercé envers la Hongrie était l'antagonisme spirituel adroitement soulevé contre elle dans les pays occidentaux par la propagande des nationalités. L'Etat hongrois était caracterisé comme un Etat qui opprime et dénationalise ses minorités nationales et parmi les preuves de cette allégation figurait toujours en premier lieu la loi scolaire du comte Apponyi de 1907. L'opinion publique de l'étranger, mal informée, désapprouvait cette politique. On croyait constater, après le guerre, qu'il a reconnu ses erreurs commise par sa loi.

C'était le comte Apponyi lui – même, qui à l'occasion du controverse qui surgit entre la Société Hongroise des Affaires Etrangères et l'Association roumaine pour la Société des Nations dans la question du régime scolaire des minorités en Hongrie et en Roumanie, dans une lettre adressée en novembre 1930 au professeur E. Bovet, rédacteur en chef du Bulletin des Minorités, a démontré que la campagne d'accusations, menée contre cette législation en se servant de données statistiques et de textes falsifiés, manque de toute base. Laissons parler le comte Apponyi lui – même. „En ma qualité d'auteur de cette loi je puis affirmer que l'absurde idée de magyariser de langue une foule comme celle des Roumains en Hongrie n'est jamais entrée dans ma tête. Je n'attachais pas une importance primordiale à l'enseignement de la langue d'Etat, mais à l'éducation civile que l'école peut donner. – – – L'instituteur ne pouvait être condamné à subir des peines disciplinaires, que s'il était

prouvé que l'insuccès provenait de sa faute. De fait aucune condamnation de ce chef n'a eu lieu. – – – M. Angelesco, alors Ministre de l'Instruction Publique, osait affirmer dans un document officiel adressé à la Société des Nations, que la loi Apponyi avait enjoint l'enseignement en langue hongroise de l'histoire, de la géographie et du résumé des lois constitutionnelles dans toutes les écoles subventionnées par l'Etat, ce qui est le contraire de la vérité. – – – La loi était inspirée par le désir d'assurer une existence acceptable aux instituteurs. – – – Il n'est pas vrai que la loi contienne une disposition destinée à fermer les écoles roumaines ou autres. J'ai même donné à ces écoles une base d'existence plus solide qu'elles n'en avaient auparavant, en accordant un droit légal à la subvention, qui jusque là dépendait du bon plaisir du ministre. – – – La fermeture d'écoles roumaines avait lieu en temps de guerre, quand les armées roumaines évacuérent le territoire de la Transylvanie qu'elles avaient occupé et la moitié des instituteurs d'écoles roumaines y situées, en nombre 100, a disparu à la suite de l'armée en retraite. C'était une mesure de défense nationale, qui avait d'ailleurs un caractère exceptionnel et provisoire. – – Je n'attache aucune prétention d'infaillibilité ou d'impéccabilité aux actes de ma vie publique, – avec ces mots a-t-il terminé sa lettre – j'y constate moi – même des erreurs et des fautes, que je n'hésite pas à reconnaitre comme telles ; mais la loi scolaire qui se rattache à mon nom n'en est pas une. Aujourd' hui encore, et sous l'aspect des choses tel qu'il se présente à mes yeux, dans le recul presque historique où je vois une partie de ma carrière, j'en assume facilement la responsabilité devant les hommes de bonne foi." (Voir le No. 6 de ce Bulletin 1930, pages 1 – 8.)

C'était dans la séance du 16 janvier 1920 du Conseil Suprème que le comte Apponyi, en sa qualité de Président de la Délégation de Hongrie à la Conférence da la Paix, a présenté son exposé verbal concernant les conditions de paix. Sous le poids de l'immense responsabilité qui pesait sur lui en ce moment, il prononçait un discours admirable, sans pareil par la gravité des arguments, par la lucidité de sa logique et par la force dramatique des expressions. C'était vraiment le cri de détresse d'une nation entière, dont les mérites, acquises en défendant la civilisation ont été oubliés. L'orateur s'en rapportait

aux grands principes de justice internationale et de liberté des peuples que les Puissances Alliées ont si hautement proclamés. La force seule ne peut être la base ce qu'on veut édifier. Il a démontré que le principe de nationalité ne gagnerait rien, parcequ' il y aurait toujours presque la moitié des populations qu'on détâcherait pour laquelle ce principe ne compterait pas. Le discours fut écouté avec administration. On admirait ses idées profondes, sa forme éloquente et non moins ce qu'il était prononcé en français, en anglais et en italien avec une connaissance de la langue qui ne laissait rien à souhaiter. Il produisait une impression profonde, mais aucune modification essentielle n'est survenue à ce qui était déja décidé.

Après la guerre, avancé déja en âge, le comte Apponyi délivrait tous ses talents pour servir sa nation dans les relations internationales. Il était premier délégué de la Hongrie à l'Assemblée de la Société des Nations où il comptait parmi les plus remarquables figures de cette haute société. En outre il représentait son pays devant tous les autres forums internationaux.

Il était tout naturel que celui qui luttait toujours pour le droit et la justice est devenu, d'après guerre, le plus grand protecteur des minorités. En 1931 Budapest fut choisie comme lieu de réunion pour l'Assemblée générale de l'Union Internationale des Associations pour la Société des Nations. Cette Assemblée a coincidé avec la célébration du 85-e anniversaire du comte Apponyi. Aux félicitations qui lui furent exprimées dans la séance inaugurale, le comte Apponyi a fait une brève réponse. Il a dit: – „Quand un homme arrive à mon âge, il jette sur son passé un regard plus sevère que ses amis; il dénombre ses erreurs et ses fautes et s'efforce de faire mieux. Je discerne ajourd'hui une grande tâche, urgente et essentielle, à laquelle je veux consacrer la dernière étape de ma vie; c'est la synthèse des droits nationaux avec les devoirs internationaux." – En effet, en ces mots le comte Apponyi a résumé tout le problème des minorités.

En sa qualité de premier délégué de la Hongrie il déployait au sein de la Société des Nations une activité très remarquable pour les droits des minorités. Il convient, avant tout, de constater que c'était lui qui combattait le premier avec la plus grande énergie la théorie de la dénationalisation des minorités. Il adhérait avec conviction aux idées qui dominent la Société des

Nations, mais il reconnait aussi l'échec complet de la protection internationale des minorités nationales, confiée au Conseil de la Société. Il a suggéré des idées pour l'amélioration de la procédure. Là aussi, au sein de la Société, il devait lutter contre l'esprit traditionnel du Conseil et contre l'opposition des Etats intéressés.

Les minorités ont perdu dans la personne du comte Apponyi leur plus noble protecteur. Ils doivent garder avec la plus grande reconnaissance la mémoire de leur meilleure ami qui a lutté avec tant de zèle et conviction pour les droits des minorités.

Mais la perte de grands hommes est une perte pour tous. C'est pourquoi le décès du comte Apponyi est une perte immense de sa nation, de quarantes millions d'hommes qui forment les minorités nationales en Europe et il est également une perte de l'humanité.

„Contemptus Germanorum erga Hungaros."

Von: **Dr. Elemér Jakabffy.**

Die Regierung der „Fachmänner", – worin die Eitelkeit durch Iorga, der Zynismus durch Argetoianu, die unbesonnene Spontanität aber durch beide verkörpert waren, – brachte uns schon bei ihrem Antritt Überraschungen. Ausser dem Verbot der Gesichtsschminke der Beamtinnen und der für die Abgeordneten geltenden Eintrittsverweigerung in die Gebäude der Ministerien, bescherte sie uns unter Anderem die Errichtung des Minderheitensekretariates.

Welchen Wirkungskreis dieses innehaben sollte, schien ganz nebensächlich. Gegeben war ein Brandsch, als „entsprechender" Staatssekretär, das andere war gar nicht wichtig. Niemand wurde befragt, ob dieses neue Organ notwendig, ob an dessen Spitze die Person Brandsch' erwünscht sei und es schien vollends belanglos, wie die öffentliche Meinung, in erster Linie die der Nationalminderheiten über diese neue Schöpfung denkt, die Hauptsache war, dass man dem Ausland zeigen konnte: seht, wir rechnen mit den Nationalminderheiten, wir verfolgen europäischen Styl, Ihr aber gebt uns Geld und Kredit.

Gegeben war ein Brandsch – nun ja: ein Abgeordneter einer Nationalminderheit, der einige Monate vor dem Zustandekommen der Iorga-Regierung in einem aufsehenerregenden, aber selbst von seiner eigenen Partei gemissbilligten Artikel die Nationalminderheiten schön rangierte und feststellte, die deutsche allein verdiente die volle Unterstützung der Staatsgewalt, diese aber müsse sich vor so *gefährlicher Freundschaft*, wie die ungarische sich bietet, hüten.

Nach dem schmählichen Sturz der „Fachmänner" übernahm auch die Vaida-Regierung diesen Herrn Brandsch, nach einigen Wochen baute die Maniu-sche ihn aus „budgetären Gründen" ab, die jetzige Vaida-Regierung scheint aber mittlerweile die nötigen Fonds gefunden zu haben, denn sie ersetzte ihn – durch Herrn Michael Şerban.

Nun haben wir also einen neuen Minderheitenstaatssekretär und können uns darüber beraten, ob die gegenwärtige Lösung günstiger sei oder nicht?

Hier wollen wir unsere *individuelle* Auffassung in dieser Frage bekanntgeben, aber nicht ohne eher die Feststellung eines deutschen Historikers zu erwähnen.

Zur Zeit der grossen Türkenkriege, Ende des sechzehnten und anfangs des siebzehnten Jahrhunderts, sandte der Wiener Hof einen seiner Geschichtsschreiber namens Gabelmann, ins Ungarland. Unter dem Eindruck seiner Erfahrungen daselbst schrieb der wackere Deutsche in sein Tagebuch begeistert über ungarische Tapferkeit und ungarische Kriegstugend, dass aber trotzdem auf der ganzen kaiserlichen Front Erfolglosigkeit wahrnehmbar ist, sei dadurch verursacht, dass die Ungarn von den Deutschen fortwährend missachtet und zurückgesetzt werden. Der Fehler ist, – so schreibt er offen, – „Contemptus Germanorum erga Hungaros."

Dieses dreihundert Jahre alte Etwas, welches seither so viel Unheil stiftete, hielt seinen Einzug unter Herrn Brandsch in das Minderheitenstaatssekretariat. Das contemptus Germanorum erga Hungaros ist auch die Ursache, weshalb der Kampf, den wir um die Minderheitsrechte gemeinsam führen müssen, so ergebnislos bleibt. Das führt herbei, dass zum Beispiel in der Gegend von Szatmár und Nagykároly die vonseiten der bewährten Mitarbeiter des Herrn Brandsch verursachten seelischen Folterqualen der ungarischen Eltern und viele Gesetzverletzungen

bei den rumänischen Behörden durchgesetzt werden und diese Männer bereitwillig zur Vernichtung der Minderheitenrechte beitragen. Da kann es uns keinesfalls verwundern, wenn solche deutsche Politiker, denen das contemptus Germanorum erga Hungaros, diese deutsche Verachtung innewohnt, bei uns ebensolche Gefühle erwecken, wie bei unseren Vorfahren vor dreihundert Jahren gegenüber Pühler, Schlick und Anderen.

Uns schmerzte nicht, dass der Minderheitenstaatssekretär ein Deutscher war, auch wollten wir diese Stelle nicht für uns haben. Wir beklagten niemals, wie die rumänischen Blätter verlauten lassen, dass der Staatssekretär die eine Minderheit begünstigte, wir wünschten bloss: wenn wir schon einen Staatssekretär haben, so soll das eine mit entsprechendem Wirkungskreis bekleidete Persönlichkeit sein, die sich durch universelle Prinzipien und nüchterne Einsicht geleitet, über das contemptus Germanorum hinwegsetzt, denn wir wissen sehr wohl, dass unter den deutschen Politikern auch solche zu finden sind.

Offener Brief

an Herrn Schmidt-Rohr.

Sehr geehrter Herr!

Von Ihrer Feder erschien in der Ausgabe Eugen Diederich-Jena eine sehr beachtenswerte Studie, betitelt „Die Sprache als Bildnerin der Völker." In diesem Werk las ich unter Anderem Folgendes:

„Wenn es schon eine schwere Aufgabe ist, die kluge Massnahmen, grosse Liebe und heissen Willen des Lehrers erfordert, das Kind zu freier Beherrschung der Hochform seiner Muttersprache zu führen, wie verschwindend gering müssen die Erfolge da sein, wo in den Schulen überhaupt nicht an der Erweiterung des Begriffsbesitzes der Muttersprache gearbeitet wird, wo man diese bewusst vernachlässigt, wo eine völlig unbekannte Sprache erst im Schulzimmer als Unterrichtssprache erworben werden muss! Und die Erfolge sind in der Tat so, dass der Schulunterricht ein Verbrechen am Kinde wird.

In ganz besonderer Weise leidet das religiöse Leben unter dem Fehler einer Sprache, die den Bedürfnissen echter religiöser Bildung genügt. Für wahres Christentum ist Wissens- und

Herzensbildung innere Notwendigkeit. Ein wirklicher Christ muss ein klares Bewusstsein von den Heilswahrheiten haben. Wenn die Missionare Schulen errichten, wenn die Kirche durch die entscheidenden Jahrhunderte der deutschen Geschichte die Bildungsträgerin schlechthin ist, so ist das nicht eine nebensächliche, äussere Tätigkeit, sondern aus dem wahren Wesen des Christentums bedingte Arbeit.

Die Kirche braucht eine entwickelte Sprache, um das Ideal christlicher Lebensführung und sittlicher Vollendung vor die Seelen der noch heranwachsenden Gläubigen zu stellen. Die Kirche braucht eine Sprache, die das Gemüt zu packen weiss, in der sich der Wille des Menschen beeinflussen lässt. Diesen Anforderungen der Kirche vermag nur eine Muttersprache zu genügen, die das Kind unter dem gütigen Blick der Mutter und im frohen Spiel mit den Gefährten erlebte und die es in geduldiger Schularbeit erweiterte um den Besitz, der nicht aus der engeren Gemeinschaft zu erhalten ist, sondern durch den geistigen Verkehr mit den Grössten und Besten seines Volkes. Nie und nimmer vermag das eine Fremdsprache zu leisten, die einem Volk wider seinen Willen aufgezwungen wird. Ein sehr geweckte Kind vermag wohl in der südtiroler Schule so weit gefördert zu werden, dass es eine einfache italienische Erzählung versteht, wenngleich es einzelne Worte gar nicht oder nur halb richtig auffasst. Aber auch die Klügsten bleiben dabei nur an der intellektuellen Oberfläche der Dinge kleben. Die fremde Sprache klingt nicht von Herz zu Herz. Nur in der Muttersprache kann das Wort eine lindernde Mutterhand sein oder eine Peitsche der Seele."

Da ich jede Ihrer Zeilen als Urwahrheit anerkenne, wäre es mir erwünscht, dass Sie und alle gleichgesinnten Pädagogen einmal das Satmargebiet hier in Rumänien besuchen würden. Da erführen Sie solche pädagogische Undinge, die alle Ihre Vorstellungen übertreffen.

Deren Urheber ist aber nicht die rumänische Regierung allein, sondern in erster Linie das Gauamt der deutschen Minderheit im Satmargebiet. Dieses will Solche regermanisieren, die der Abstammung nach zweifellos Deutsche sind, heute aber kein Wort mehr deutsch verstehen und auch im Elternhause nicht deutsch gesprochen haben. Ihre Muttersprache ist die ungarische und sie nennen sich, gemeinsam mit ihren Vätern und

Grossvätern, infolge jahrhundertalter Assimilation, Mitglieder der ungarischen Nation.

Um diese Regermanisation durchzusetzen, tat sich das Gauamt mit der rumänischen Regierung zusammen und vollführt so das pädagogisch Unfassbare, „ein Verbrechen", dass 7 – 10-jährige Kinder, die nur ungarisch können und in ihrer Umgebung ausschliesslich ungarisch sprechen hörten, in konfessionelle Schulen mit deutscher Unterrichtssprache gezwungen werden, wo gewisse Gegenstände *auch rumänisch* gelernt werden müssen.

Verständnisvoll nehmen wir die Klagen der Deutschen in Polen zur Kenntnis darüber, dass Kinder mit polnisch klingenden Namen, die in die deutsche Schule gehen wollen, aus dieser vonseiten der Behörden ausgeschlossen werden, wir beobachten in der deutschen Fachliteratur die oft wiederholte Klage, in Ungarn seien noch immer zu wenig Schulen mit ausschliesslich deutscher Unterrichtssprache, doch ist das Vorgehen dieser Regierungen viel eher zu begreifen, wenn wir bedenken, dass es Deutsche gibt, die selbst in der Minderheitslage solch imperialistischen Geistes sind, wie wir dies leider im Satmargebiet erfahren müssen, und wenn diese Deutschen auch noch entsprechende moralische und materielle Unterstützung geniessen.

Im Interesse der Verwirklichung der Minderheitsidee und um dem, durch Sie vertretenen pädagogischen Prinzip zum Siege zu verhelfen, bitte ich dahin zu wirken, dass dieses pädagogische Unding, dieses „Verbrechen", welches sich im Satmargebiet abspielt, von den, sich die Vorkämpfer der germanischen Kultur nennenden Männern unterlassen werde. Dadurch wäre auch uns die moralische Grundlage geschaffen, dass wir, falls unsere Rassenbrüder minderheitswidrige Haltung einnehmen, dagegen unser Wort erheben.

Mit vorzüglicher Hochachtung

Abgeordneter Dr. ELEMÉR v. JAKABFFY.

„Die Degradierung der Staatsgrenzen zu einem geographischen Begriff."

Der Aussenminister Rumänies Titulescu hat in einem Interview, das er einem ungarischen Journalisten erteilte, u. a. den Standpunkt vertreten, dass durch eine „gute Behandlung der Minderheiten und gegenseitiges Vertrauen" das erreicht würde, was in dieser leidenschaftlich bewegten Zeit eine grosse Tat wäre: „Die Degradierung der Staatsgrenzen zu einem geographischen Begriff."

Herr Titulescu hat hier etwas geäussert, was seitens der Kreise der europäischen Nationalitätenbewegung seit Jahren als Standpunkt vertreten wird, dass die Regelung der Minderheitenfrage eine der wesentlichsten Voraussetzungen für die Gestaltung von freundschaftlichen Beziehungen zwischen den Staaten und Völkern und damit auch für die Regelung sämtlicher übriger Fragen, die zwischen ihnen stehen, ist. Worte bedeuten allerdings noch keine Taten! Es ist bisher nicht die Politik des Herrn Titulescu gewesen, irgendwas ernsthafteres zu tun, um eine fortschrittliche Regelung der Minderheitenfrage in Rumänien zu begünstigen.

Anlässlich des Interviews von Titulescu führt der „Pester Lloyd" u. a. aus: Wieder ist eine Äusserung des rumänischen Aussenministers Titulescu zu verzeichnen, die sich auf das Verhältnis zwischen seinem Land und Ungarn bezieht und in der auch diesmal als Unterton eine gewisse wohlwollende Verständigungsbereitschaft mitklingt . . . Herr Titulescu hat erklärt, dass Rumänien dem ungarischen Nachbarlande die Freundesrechte zu bieten wünsche, und er hat hinzugefügt, dass die gegenseitige Befriedigung der Wirtschaftsinteressen, sowie eine gerechte Behandlung der Minoritäten, und der durch die Erkenntnis der gemeinsamen Interessen geschaffene Geist der Solidarität, auch in diesen wirren Zeiten dazu führen könnten, dass die „Grenzen zu abstrakten Begriffen werden."

Es heisst in demselben Aufsatze des „Pester Lloyd" hierauf: Die Bedingungen für die Erreichung dieses Zieles einer Milderung der Gegensätze hat Herr Titulescu klar erkannt und freimütig kundgetan. Man wird nunmehr zu beobachten haben,

inwieweit es ihm gelingt, erstens, sein eigenes Kabinett dann seine eigene Gesetzgebung und nicht zuletzt die Regierungen Jugoslawiens und der Tschechoslowakei für seine Zielsetzungen und Bemühungen zu gewinnen.

Genf und die Minderheiten.

Von: Sejmabgeordneten **Kurt Graebe.**

Die Minderheitenschutzverträge, denen sich die neuentstandenen Staaten nach Beendigung des Weltkrieges unterwerfen mussten, stellen die in diesen Staaten wohnenden Minderheiten aller Nationalitäten unter den besonderen Schutz des Völkerbundes, um ihnen die wirtschaftlichen, kulturellen und religiösen Freiheiten zu sichern. Man ging bei der Abfassung dieser Minderheitenschutzverträge mit Recht von der Auffassung aus, dass gerade in neuen Staaten, in denen die jungen Völker zur Freiheit und Selbstbestimmung kamen, der Chauvinismus sich leicht überschlägt, und dass dadurch für die Volksgruppen anderer Nationalitäten unerträgliche Bedingungen geschaffen werden könnten. Wie recht die Verfasser der Minderheitenschutzverträge mit dieser Voraussicht hatten, hat die Erfahrung der letzten 12 Jahre in allen neuentstandenen vier vergrösserten Staaten gezeigt, und so sind diese Minderheitenschutzverträge geradezu Lebensvorbedingung für alle Volksgruppen in den Fremdstaaten geworden. Trotzdem lässt es sich nicht verschweigen, dass die Formulierung der Minderheitenschutzverträge immer noch nicht ausreicht, um den beabsichtigten, aber auch notwendigen Schutz der Minderheiten zu gewährleisten und zwar umsoweniger, als der Völkerbundsrat, der sich mit diesen Fragen in erster Linie zu beschäftigen hat, nur sehr ungern an die Minderheitenfragen herangeht und sich gern dieser wichtigen, man könnte beinahe sagen, vornehmsten Pflicht, einen wahrhaften Schutz auszuüben, entzieht. Der alte zu bekämpfende Grundsatz – Politik geht vor Recht – spielt gerade in dieser Frage eine ganz besonders starke Rolle.

Den Minderheiten steht das Recht zu, Beschwerden, die sie über Verstösse gegen die Minderheitenschutzverträge vorzubringen haben, an den Völkerbundsrat zu richten und dem Generalsekretariat in Genf zuzusenden. Schon die Abfassung

derartiger Beschwerden stösst auf allergrösste Schwierigkeiten, weil sie Rechtskenntnis und Beherrschung der formalen Bestimmungen voraussetzt. Jede bei dem Generalsekretariat eingehende Beschwerde wird zunächst eingehend auf ihre Annehmbarkeit geprüft, eine Gelegenheit, um unbequeme Petitionen schon vor ihrer Behandlung abzutun. Wird aber eine Petition als recervable anerkannt und angenommen, so bekommt zwar die Minderheit davon eine Mitteilung, ist aber dann meist aus dem ganzen weiteren Verfahren ausgeschaltet, wenn nicht ganz besondere Glücksumstände eintreten. Das Verfahren ist derart langwierig, dass nicht nur Monate, sondern Jahre vergehen, ehe eine Entscheidung erfolgt; ja, der einzelne Petent kann längst gestorben sein, oder die betreffende Minderheit kann Alles unretibar verloren haben, ehe eine derartige Angelegenheit vor den Völkerbundsrat zur Behandlung gelangt.

Das Petitionsverfahren schreibt vor, dass eine Beschwerde zunächst von dem Generalsekretariat der beklagten Regierung zur Gegenäusserung zugesandt wird. Diese hat dann zwei, manchmal auch drei Monate, wenn sie bei dem Generalsekretariat besonders gut angeschrieben ist, auch noch mehr Monate für die Beantwortung Zeit. Inzwischen wird dann vom Ratspräsidenten des Völkerbundes ein sogenanntes Dreier-Komitee ernannt, in das dieser selbst einen Vertreter entsendet, und zu dem dann noch je ein Vertreter eines anderen unbeteiligten Staates hinzutreten. Diese Dreier-Komitees haben die Aufgabe, die Beschwerde eingehend zu prüfen, sind aber mehr oder weniger auf den Direktor der Minderheitenabteilung im Generalsekretariat angewiesen, da dieser alle Klagen bearbeitet und vorbereitet und den gesamten Schriftverkehr führt. Als wesentliche Grundlagen gelten für die Dreier-Komitees die Angaben der beklagten Regierung. Selten finden sie auch von sich aus den Weg zur klagenden Minderheit, obwohl seit der Madrider Tagung des Völkerbundes dieses Recht, auch die Minderheiten zu befragen, oder sich auch sonst irgendwie Aufklärung zu verschaffen, den Dreier-Komitees ausdrücklich zusteht. Man setzt sich eben aus politischen Gründen nicht gern in Gegensatz zu einer Regierung, die ja auch im Völkerbund sitzt, und die man doch auch für diese oder andere eigene Angelegenheit später einmal brauchen könnte. Damit soll nicht gesagt sein, dass die Vertreter und die Mitglieder der Dreier-Komitees nicht von gutem

Willen beseelt sind, um eine Angelegenheit dieser Art ordnungsmässig zu erledigen. Es handelt sich um ganz naturgemässe Bindungen, die in der Art des Verfahrens und den politischen Möglichkeiten liegen. Die Dreier-Komitees können auch den Wunsch ausdrücken, dass Beamte des Völkerbundssekretariats an Ort und Stelle die Sachlage prüfen. Aber auch dadurch kommt, wie die Erfahrung lehrt, so gut wie nichts heraus, da der reisende Völkerbundsbeamte Gast der beklagten Regierung ist, meist nur mit den Regierungsorganen zusammenkommt und kaum jemals auf einer solchen Reise in irgendwelche Fühlung mit der klagenden Minderheit gebracht wird. Durch die Länge und die Umständlichkeit des Petitionsverfahrens wird ein schliesslicher Erfolg doch kaum noch nutzbringend, weil inzwischen vollendete Tatsachen geschaffen sind, die sich dann kaum noch wieder rückgängig machen lassen. Über den Ausgang einer Beschwerde erfährt die klagende Minderheit nichts, es sei denn, dass der Vorgang in dem offiziellen Journal des Völkerbundes veröffentlicht wird, was aber nur möglich ist, wenn der beklagte Staat seine Einwilligung gibt. Es ist klar, dass dieser es nur dann tut, wenn er in dem Verfahren gesiegt hat, und im Falle eines Sieges auch nur dann, wenn er sicher ist, dass die von ihm gemachten Angaben nicht widerlegt werden können. Ist eine Beschwerde abgeschlossen und das Aktenmaterial weggelegt, kann sie in derselben Angelegenheit nicht wieder aufgenommen werden, es sei denn, dass ganz besonders schwerwiegende Tatsachen wieder neu vorgebracht werden können. An praktischen Beispielen, welche den schleppenden Gang und die Schwierigkeiten, die in dem ganzen Verfahren liegen, deutlich kennzeichnen, seien einige hier erwähnt. Im Jahre 1923 wurde in Polen das Agrarreformgesetz eingebracht, gegen das die deutsche Minderheit wegen der minderheitsfeindlichen Bestimmung sofort eine Beschwerde einlegte. Die Beschwerde blieb unberücksichtigt. Neue Beschwerden in derselben Angelegenheit in den Jahren 1926 und 27 erlitten das gleiche Schicksal. Erst die Beschwerde aus dem Jahre 1929 fand Beachtung im Minderheitensekretariat des Völkerbundes und kam nun dadurch in die Behandlung eines Dreier-Komitees, das von ganz ausgezeichneten Männern besetzt war, die tatsächlich sich ausserordentliche Mühe gaben, um diese verwickelte Materie zu entwirren und zu einer Entscheidung zu kommen. Erst im Mai

1931 kam diese Beschwerde zu einem gewissen Abschluss, der aber sehr bald zeigte, dass die Auffassung des Dreier Komitees und die der beklagten Regierung weit auseinander gingen, was zu einer Ergänzungsbeschwerde führte. So begann das alte Spiel von neuem, bis dann schliesslich die deutsche Reichsregierung als Ratsmitglied von ihrem Rechte Gebrauch machte und die Behandlung der Agrarreformbeschwerde auf der Januartagung des Jahres 1932 verlangte. Es hat nämlich jedes Ratsmitglied das Recht, Minderheitsbeschwerden, von denen es in irgendeiner Form Kenntnis erhält und die sie für lebenswichtig hält, auf die Tagesordnung einer Ratssitzung zu bringen. Es ist naturgemäss, dass von diesem Recht nur äusserst selten Gebrauch gemacht wird, selbst dann, wenn es sich um die allergröbsten Misstände handelt; denn jeder Staat fürchtet naturgemäss die politischen Folgen einer solchen Handlung, die leicht als unfreundlicher Akt angesehen werden könnte.

Aber auch damit ist der klagenden Minderheit wenig gedient, denn die Verschleppungsmöglichkeiten sind auch dann noch erheblich. Die oben genannte Agrarreformbeschwerde wurde auf der Januartagung zunächst einmal auf die Maitagung vertagt, weil der Rapporteur, der japanische Vertreter im Völkerbundsrat, die schwierige Materie erst studieren musste. In der Maitagung wurde im Hinblick auf die Schwierigkeit des Stoffes ein Ratskomitee unter Vorsitz dieses japanischen Vertreters eingesetzt, das nun gemeinsam die Akten studieren sollte. In der Septembertagung war noch immer keine befriedigende Formel von diesem Ratskomitee gefunden und es wurde dort beschlossen, diese Frage auf die ausserordentliche Ratstagung im Noevmber zu setzen. Inzwischen bemühte sich das Ratskomitee mehrfach, Berichte zustande zu bringen, deren Schwierigkeit darin liegt, dass beide Regierungen, d. h. die klagende und die beklagte, sie annehmen müssen. Das Produkt dieser mehrmonatlichen Arbeiten war aber scheinbar so unbefriedigend, dass es die deutsche Reichsregierung, wenn sie wirklich der deutschen Minderheit in Polen helfen wollte, und die ganze Beschwerde überhaupt irgendeinen Sinn haben sollte, diesen Bericht ablehnen zu müssen glaubte. Das Ergebnis war eine erneute Vertagung auf die Januartagung im Jahre 1933. Aus diesen ganz klaren Zahlen ergibt sich, dass die deutsche Minderheit in Polen um diese ihre ganze Existenz darstellenden Fragen 10

Jahre beim Völkerbund bemüht ist, nachdem irgendein Erfolg ihr bei den einheimischen Instanzen versagt war, ohne zu einem Ziel zu kommen.

Ein weiterer Fall, der die Unhaltbarkeit der heutigen Verhältnisse klar zeigt, ist die Klage der Szekler (Ungarn) in Rumänien, denen ihr Land, das ihnen einwandfrei gehörte, ohne Entschädigung von der rumänischen Regierung fortgenommen war. Die Reise eines Völkerbundsbeamten auf Veranlassung des eingesetzten Dreier-Komitees, um an Ort und Stelle sich von der Sachlage zu überzeugen, hatte zur Folge, dass dieser Beamte von der rumänischen Regierung sich alle möglichen Schriftstücke vorlegen liess, ohne dass er es aber für nötig hielt, mit einem Vertreter der Szekler in Verbindung zu treten. Dazu war die Reise zu kostspielig und völlig unnötig, denn dasselbe konnte von der rumänischen Regierung auf schriftlichem Wege erreicht werden. Als dann das Dreier-Komitee feststellte, dass tatsächlich eine Verletzung der Minderheitenschutzverträge vorlag und den Ungarn ihr Land zu Unrecht fortgenommen war, einigte man sich im Rat, ohne die Szekler darüber gehört zu haben dahin, dass etwa ein Zehntel des fortgenommenen Landes, auf dem die Existenz der kirchlichen und kulturellen Einrichtungen dieses Volkssplitters beruhten, und eine ganz unbedeutende Entschädigungszahlung den Szeklern zurückerstattet wurden. Es ist dies eine der vielen sogenannten praktischen Lösungen, die mit dem Recht nicht in Einklang zu bringen sind.

Das Ungeheuerlichste stellt wohl aber die Behandlung der Beschwerde der Ukrainer in Galizien dar, die sich über die „Pasifizierung", die eigentlich die ganze Welt in Aufregung versetzt hatte, beschwert hatten, wobei aber vor dem Rat absolut nichts herauskam, nicht einmal eine Entschädigung für das vernichtete Volksvermögen.

Wenn unter diesen Umständen die verschiedenen nationalen Volksgruppen, die sich im Nationalitäten-Kongress zu einem einheitlichen Kreis zusammengefunden haben und ein gemeinsames Büro in Wien unterhalten, sich dauernd in der Öffentlichkeit über den mangelnden Schutz, den sie bei dem Völkerbundsrat finden, beklagen und eine Abänderung des Verfahrens, insbesondere die Einsetzung einer ständigen Minderheitenkommission beim Völkerbund verlangen, so ist das ein ganz naturgemässer Vorgang, der sich aus den Erfahrungen der letzten

12 Jahre ergibt. Gelegentlich der Vollversammlung des Völkerbundes im September jeden Jahres ist fast immer in der 6. Kommission eine Debatte über diese Minderheitenfragen entfesselt worden, in der eine ganze Reihe von Staaten ihre Unzufriedenheit über die Handhabung der Minderheitenschutzverträge und die Unzulänglichkeit des Petitionsverfahrens Ausdruck gegeben haben, ohne dass man bisher zu einer Verbesserung der Lage gekommen wäre. Der Hauptgrund liegt darin, dass diejenigen Staaten, welche als Grundlage ihrer eigenen Existenz und ihres Neuaufbaues die Minderheitenschutzverträge unterzeichnen mussten, sich grundsätzlich jeder Verbesserung des Verfahrens entgegenstemmen, weil ihnen mit dieser die Möglichkeit genommen wird, die bisherige Politik gegenüber den bei ihnen wohnenden Fremdvölkern in der Form fortzusetzen, wie sie es bisher erfolgreich getan haben. Trotzdem ist festzustellen, dass sich die Zahl derer, die sich für eine Verbesserung des Petitionsverfahrens einsetzen oder die Einrichtung einer ständigen Minderheitenkommission wünschen, von Jahr zu Jahr vermehrt. Um die Arbeit in dieser Frage inzwischen intensiver zu gestalten und auszuwerten, hat der Nationalitäten-Kongress seinerseits eine ständige Minderheiten-Kommission in Genf in der letzten September-Tagung konstituiert mit der Aufgabe, einerseits die petitionierenden Minderheiten bei der Einreichung und Fortführung ihrer Klagen zu unterstützen, andererseits die Minderheitenfragen als solche ebenso wie die Verfahrensfrage gegenüber den Mitgliedern des Völkerbundes vorwärts zu treiben.

In Europa wohnen rund 40 Millionen Menschen, die den Minderheiten angehören, darunter allein 14 Millionen Deutsche, die ihrerseits einen eigenen Zusammenschluss in dem Verband der Deutschen Volksgruppen in Europa haben. Diese 40 Millionen Minderheiten haben ihre gemeinsame Vertretung in dem erwähnten Nationalitäten Kongress, in dem sich Volksgruppen aus allen europäischen Staaten befinden (ausser England, Frankreich, Holland, Irland, Norvegen, Schweiz und Türkei), und deren Schwerpunkt im Osten und Südosten Europas liegt. Man müsste annehmen, dass alle diese Staaten ein Interesse daran haben müssten, allgemein gültige Grundsätze für die Behandlung der Minderheiten einzuführen. Es ist dies aber nicht der Fall, weil man sich darüber nicht klar werden will, dass eine Befriedigung Europas ohne eine durchgreifende und grundsätzliche Lösung der Minderheitenfrage nicht möglich ist.

Minderheitenfragen vor dem Völkerbundrat.

Während seiner jetzigen Winter-Session hat der Rat sich mit verschiedenen Minderheitenpetitionen befasst. Da bezüglich der bekannten Agrarpetitionen der Deutschen Posens und Pomerellens – sie betrifft die unterschiedliche Behandlung der Deutschen bei Durchführung der Agrarreform – eine Einigung der Parteien sich nicht als möglich erwies, gelangte der Bericht des japanischen Berichterstatters unverändert vor den Rat, sodass er sich nur wenig von dem Bericht des Dreierkomitees, den Deutschland im Dezember abgelehnt hatte, unterschied. Der deutsche Vertreter Dr. von Keller erklärte den Bericht deutscherseits abzulehnen und den Antrag stellen zu müssen, die Frage jetzt dem Haager Gerichtshof zur Entscheidung zu übermitteln. (Anm.: Bekanntlich steht jedem Ratsmitglied das Recht zu, in Fällen der Meinungsverschiedenheit zu fordern, dass die betreffende Minderheitenfrage an den Haager Gerichtshof weitergeleitet wird). Der polnische Ratsdelegierte, Aussenminister Beck, vertrat die Ansicht, dass die polnische Agrarreform nur wirtschaftliche und soziale Zwecke verfolge, dass von einer unterschiedlichen Behandlung der Deutschen keine Rede sei und dass Deutschland mit seinem Vorgehen nur aus allgemeinen politischen Erwägungen handle. Die Vertreter Italiens, Baron Aloisi, Grossbritanniens Eden und Frankreichs Massigli gaben ihrem Bedauern über das Nichtzustandekommen der Einigung und der Ablehnung des Berichtes durch Deutschland Ausdruck. Das Gleiche tat der tschechoslovakische Vertreter, Herr Olsousky, indem er wie stets in solchen Fällen die Gelegenheit dazu benutzte, einige Worte über die fortschrittliche Einstellung der Tschechoslovakei zu den Minderheitenfragen zu sagen. Somit gelangt die Frage jetzt vor den Haager Gerichtshof. Allerdings wird polnischerseits die Frage aufgeworfen, ob Petitionen, die vorher an den Völkerbundrat gelangten, gleichzeitig dem Haager Gerichtshof übermittelt werden können. Bekanntlich ist seitens der Völkerbund-Versammlung mehrfach dem Wunsche Ausdruck gegeben worden, den Haager Gerichtshof für die Entscheidung in Minderheitenfragen mehr als bisher heranzuziehen. Die erwähnte Stellungnahme der verschiedenen Ratsmitglieder – ihr

Bedauern über den deutschen Antrag – ist insoferne symptomatisch, dass dadurch wiederum bestätigt wird, dass man die Minderheitenfragen möglichst im politischen Gremium des Rates, und nicht im rechtlichen des Haager Gerichtshofes, geregelt sehen will. Die deutsche Agrarpetition gelangt ja nur darum nach dem Haag, weil sich ihrer Deutschland als interessierte Ratsmacht angenommen hat. In den vielen Fällen, wo Petitionen von Nationalitäten vorliegen, für die sich im Rate keine stammverwandten Delegierten interessieren, ist die Weiterleitung der Petitionen nach dem Haag praktisch so gut wie ausgeschlossen, mehr noch bei Behandlung der Klagen in den Dreierkomitees und dem Rate selbst besteht keine Möglichkeit, den Einflüssen der beklagten Staaten ein Gegengewicht entgegenzusetzen.

Der Rat beschäftigte sich dann noch mit verschiedenen Petitionen der Polen und Deutschen Oberschlesiens. Für eine Reihe von ihnen wurden Dreierkomitees eingesetzt. Während der Session gingen dem Völkerbund noch einige neue Klagen zu, so eine Petition des bulgarischen Arztes Doktor Tatartcheff betreffend die Behandlung in jugoslawisch Mazedonien. In ihr wird der Standpunkt vertreten, dass die Entwicklung im Gebiet eine Gefährdung des Friedens bedeutet. Frau Abg. Rudnicka übermittelte eine ukrainische Zusatzpetition über die Misshandlung der Ukrainer in Galizien, für die sie die Dringlichkeit verlangte. Eine Zusatzpetition lief auch vom Abg. Graebe betreffend die letzten Vorgänge auf dem Gebiete des Schulwesens der deutschen Minderheit in Polen ein, auch für sie wurde die Dringlichkeit beantragt.

Die Äusserung des neuen Staatssekretärs für Minderheiten in Rumänien.

Der neue Unterstaats-Sekretär, Prof. Serban, hat sich, wie das ja auch nicht anders zu erwarten war, in einer sehr fortschrittlichen Weise über die Rechte der Nationalitäten und die Aufgaben seines Amtes ausgesprochen. Er meinte, die verschiedenen Regierungen sollten einen Referenten in ihrer Mitte haben, der in Fragen der Minderheitenpolitik die Rolle eines be-

ratenden Organes spielt und auf ausschlaggebende Weise beim Studium der Lösung und Verfolgung der verschiedenen Minderheitenfragen mitwirken kann. Er soll die Initiative ergreifen, besonders in grundsätzlichen Fragen, und als Verbindungsglied zwischen Minderheiten, rumänischer Nation und dem Staate wirken. Serban führte dann noch aus, dass die Minderheitsfragen aufhören müssten, gewissermassen Angelegenheiten eines immer wiederkehrenden Wahlhandels der Parteien zu sein. Er werde bestrebt sein, ein „Übereinkommen mit allen Regierungsparteien bezüglich eines einheitlichen Minderheitenprogrammes zu verwirklichen." Dieses der erste Schritt, der den Weg für das seit langem erwartete Minderheiten-Statut ebnen soll. Serban brachte auch zum Ausdruck, dass ein gewesener Minderheitler wie er sich ebenso gut wie die Vertreter der gegenwärtigen Minderheiten in deren Bedürfnissen und Ansprüchen zurecht finden könne.

Ungarische Geldinstitute in der Slowakei und in Ruthenien.

Von: **Dr. Béla K. Rados.**

Das Statistische Amt der Tschechoslowakei veröffentlichte die Daten bezüglich der Aktiengesellschaft-Geldinstitute auch mit Berücksichtigung der Nationalitätendetails [1], was uns ermöglicht, den Rückgang der ungarischen Geldinstitute während der mehr als 10 vergangenen Jahre, infolge des Druckes der sich stets verbreitenden tschechischen Geldinstitute mittels vergleichender Zahlenkolonnen bekanntzugeben.

Nach der durch den Staatsumsturz bewirkten Erschütterung wählte die tschechoslowakische Regierung hinter dem Vorwand der „Bankkonzentration" einige slowakische Banken aus, (Slovenska Banka, Tatra Banka), welche sie aus verschiedenen Sanierungsfonds reichlich dotierte, sozwar, dass diese nicht nur ihre Hauptanstalten, sondern auch ihr Filialensystem weit über deren Realitäten hinaus verstärkten. Bei Begünstigung dieser

[1] In der Registrierung betitelt: „Mitteilungen des Statist. Staatsamtes Prag."

wenigen Anstalten verkümmerte der Organismus der alten Geldinstitute in den zwei Ländern derart, dass anstatt der in 1920 noch 245 bestehenden selbständigen A.-G.-Geldinstitute die tschechoslowakische Statistik im Jahre 1930 nur mehr 79 A.-G.-Geldinstitute registrieren konnte.

Die Vernichtung traf in erster Linie den personellen und Vermögensbestand der ungarischen Minderheit. Doch auch die Mehrheit der slowakischen Geldinstitute kam in dieselbe Lage, während die obgenannten favorisierten slowakischen Bankinstitute infolge der gierigen Ausbreitung und unproportionierten Massverhältnisse ebenfalls soweit kamen, dass ihr Gleichgewicht nur durch die gnädige Unterstützung des Staates erhalten wird. Die diesjährige Generalversammlung der Tatra Banka war sogar gezwungen, eine Änderung ihrer Organisation in der Weise anzunehmen, wonach die Mehrheit der Aktien auch formell in Staatsbesitz gelangte.

Die Herren der Situation wurden die slowakischen Filialen der Prager Banken [2], zum Nachteil der Geldinstitute der Urbewohner, welch erstere hauptsächlich die Finanzierung der Gewerbe-Unternehmungen der Slowakei vollends an sich rissen. In gleicher Weise monopolisierten die Filialen der Prager Hypotečna Banka und Zemska Banka das Fach der langfristigen Immobilien-Anleihen, Pfandbrief-Erlasse, Gemeinde und Kommunal-Anleihen, anstatt dass die Slowakei und Ruthenien auf dieselbe Art, wie die tschechischen Länderanstalten eigene Hypothekaranstalten hätte gründen können.

Die nachfolgenden Tabellen enthalten die Daten der Geldinstitute der Urbewohner von 1919 bis 1930, da die Jahresbilanzen über das Jahr 1931 noch nicht vollständig verfügbar sind. Die unter den Tabellen befindlichen Perzentual-Verhältniszahlen bedeuten, wie viele Geldinstitute auf die betreffende Nationalität entfallen, wenn die Gesamtzahl der Geldinstitute für hundert angenommen wird. Zwecks weiterer Analyse der Daten, Aufklärung über die Verbreitung der tschechischen Bankfilialen etc. siehe die Studie des Verfassers: „Die Geldinstitute der Tschechoslowakei in den Jahren 1913, 1920 und 1930, mit besonderer Rücksicht auf die ungarische Minderheit", (Ungarische

[2] Siehe Ludwig Steier: „Tschechische Geldinstitute in der Slowakei" in der Zeitschrift „Magyar Szemle" (Ungarische Revue) Seite 173—177 der Nr. 2.

Statistische Revue, Seite 694–703, Nr. 8 des Jahrganges 1932), worin die ungarischen Geldinstitute sowie die slowakischen und tschechischen Geldinstitute samt ihren Filialen auch in grafischer Erläuterung vom Jahre des Staatsumsturzes und von 1930 ersichtlich sind. Zugleich ist in der Studie die ganze einschlägige Literatur behandelt.

Die wirtschaftliche Krise des Jahres 1931 brachte diesem ganzen Organismus eine neuerliche Erschütterung. Die Lage der Minderheits-Geldinstitute ist noch durch das tschechoslowakische Gesetz Nr. 54 des Jahres 1932 erschwert, welches die Anstalten zur Einzahlung grosser Beisteuern, zur Revision ihrer sämtlichen Bücher und Rechnungen verpflichtete, ohne dafür die Berechtigung zu verhältnismässiger materieller Unterstützung, zu Vertretung in der Leitung der Sanierungsfonds und in der Revisionszentrale bekommen zu haben.

Während zurzeit des ungarischen Regimes bekanntlich die Geldinstitute der nicht-ungarischen Nationalitäten unter dem Schutze des Prinzips der Bankfreiheit sich schön entwickelten und die Bollwerke nationaler Bewegung und Verbreitung wurden, unterdessen gehen durch die Wirkung des, aus den tschechischen Ländern herübergebrachten österreichischen Genehmigungsrechtes und der absolutistischen Kontrolle die alten, soliden Anstalten der ungarischen Minderheit, in weiterem Sinne auch die der Urbewohner einer Zwangslage entgegen, liquidieren, oder überlassen ihren Platz notgedrungen solchen Instituten, (Legio Banka usw.), hinter deren Rücken sich der Prager Kapitalismus und die Kraftquellen der tschechischen nationalen Unterdrückung decken, wie das auch Graf Johann Esterházy, der Vertreter der Ungarn am diesjährigen nationalen Minderheitskongress in Wien betonte.

1. Einige charakteristische Daten über die ungarischen

Jahr	Anzahl der Anstalten	Aktien-Kapital	Verlust-Reservefonds	Einlagen auf Einlagebücher	Gläubiger
				in Tausen-	
1919 *	72 *	46.695 *	27.951	564.478	–
1920	65	45.519	24.975	423.111	134.812
1921	56	41.503	23.091	359.995	136.638
1922	52	43.226	25.518	385.153	160.044
1923	42	34.931	19.850	334.350	106.146
1924	34	30.150	18.834	300.109	86.484
1925	27	25.160	16.158	264.270	59.596
1926	20	23.545	17.163	262.031	53.660
1927	18	23.795	17.228	266.525	47.712
1928	16	21.520	18.248	264.676	50.217
1929	15	16.720	10.250	141.098	31.507
1930	14	17.020	11.441	162.068	29.784
			Von den gesammten Geldinstituten		
1920	31·40	15·77	18·16	31·70	16·22
1921	30·90	10·50	14·50	19·50	13·90
1922	31·51	9·55	15·22	18·96	13·65
1923	28·57	7·88	13·04	16·38	9·63
1924	26·56	6·82	12·34	13·92	8·99
1925	25·23	6·38	10·68	11·68	7·02
1926	24·39	6·62	12·82	11·41	6·90
1927	23·38	6·26	10·88	10·29	5·13
1928	21·05	5·67	10·95	9·51	4·72
1929	19·74	4·44	5·87	4·79	2·92
1930	22·22	4·53	5·94	5·25	2·94

Quelle: Mitteilungen des tschechoslow. Statist. Staats-

* Anmerkung: Von den obigen 72 ungarischen Instituten verfertigten 5 ihre Bilanzen noch mit österreichisch-ungarischer Kronenwährung. Das Grundkapital dieser Institute (1430 Kronen) und sonstige Daten sind in den Daten vom Jahre 1919, die übrigens in tschechoslowakischen Kronen be-

Aktien-Geldinstitute in der Slowakei v. d. J. 1919 – 1930.

Wechsel	Darlehen	Einen Gewinn wiesen aus		Einen Verlust wiesen aus	
		Anstalten	in 1000 Kč	Anstalten	in 1000 Kč
den Kč					
80.976	340.562	56	2.910	14	2.284
86.688	313.650	48	3.460	14	1.057
73.313	223.012	41	3 829	12	859
109.543	218.288	41	4.735	10	29.187
103.144	178.846	33	4.287	7	7.978
109.581	169.197	27	3.075	7	5.802
80.547	151.741	20	2.468	7	6.286
88.492	148.787	17	3.015	3	3.839
100.967	153.202	16	3.346	2	924
110.397	175.476	15	3.694	1	731
91.495	77.841	15	2.486	–	–
107.011	75.828	14	2.719	–	–
entfällt auf die ungarischen in %-en:					
22·81	23·39	28·24	12·70	43·75	51·29
14·20	19·40	28·60	10·80	41·40	13·80
15·60	11·62	30·83	12·49	33·33	71·16
15·04	9·45	30·56	13·34	19·44	18·18
15·46	8·47	27·84	12·06	22·58	13·97
11·25	7·64	25·97	11·04	25·00	13·91
10·75	7·95	23·94	12·15	27·27	23·93
10·12	6·96	22·86	11·73	28·57	64·08
9·68	7·28	21·43	11·40	16·67	20·71
7·82	3·11	20·83	7·24	–	–
8·93	3·09	22·95	7·38	–	–

amtes. Prag. Jahrgang 1921 – 1931.

rechnet sind, enthalten. Aus diesem Grunde sind die Daten des Jahres 1919 mit denen der späteren Jahre nicht in jeder Beziehung vergleichbar, bloss bezüglich der Zahl der Geldinstitute usw. Darum sind die Perzentualberechnungen erst von 1920 an verfertigt.

2. Einige charakteristische Daten über die slowaki-

Jahr	Anzahl der slow. Anstalten	Aktien-Kapital	Verlust Reservefonds	Einlagen auf Einlagebücher	Gläubiger
				in Tausen-	
1919	49	88.255	48.165	431.207	–
1920	45	130.206	74.208	496.012	363.073
1921	52	264.936	110.756	1,047.298	513.736
1922	48	299.379	114.772	1,155.879	636.657
1923	46	296.632	103.668	1,174.490	643.138
1924	43	302.139	106.768	1,298.224	558.624
1925	36	294.934	106.134	1,403.000	500.368
1926	37	266.698	96.315	1,528.916	503.242
1927	35	294.866	113.738	1,778.561	648.317
1928	36	294 265	116.376	1,920.152	735.913
1929	39	247,390	113.057	1,854.993	563.368
1930	32	297.463	126.564	2,184.988	735.827
			Von den gesammten Geldinstituten		
1920	21·74	45·12	53·95	37·16	43·69
1921	28·70	68·10	69·70	56·60	52·30
1922	29·09	66·13	68·44	56·90	54·30
1923	31·29	66·90	68·09	57·55	58·32
1924	33·59	68·28	69·94	60·21	58·10
1925	33·65	74·76	70·18	62·03	58·89
1926	45·12	74·97	71·94	66·56	64·74
1927	45·45	77·60	71·87	68·69	69·69
1928	47·37	77·51	69·84	68·98	69·16
1929	51·32	65·65	64 80	63·03	52·29
1930	50·79	79·19	65·69	70·82	72·65

Quelle: Mitteilungen des tschechoslow. Statist. Staats-

schen Aktien-Geldinstitute in der Slowakei 1919 – 1930.

Wechsel	Darlehen	Einen Gewinn wiesen aus		Einen Verlust wiesen aus	
		Anstalten	in 1000 Kč	Anstalten	in 1000 Kč
den Kč					
93.292	401.705	48	8.568	1	11
167.871	583.096	43	16.216	2	31
306.659	1,072.157	49	25.639	3	562
418.851	1,192.549	41	24.929	6	5.227
396.020	1,206.692	33	20.350	13	8.768
407.846	1,271.339	33	14.553	10	10.616
448.561	1,305.247	30	12.413	5	15.845
568.295	1,270.996	33	14.937	4	753
687.317	1,550.762	3?	17.376	3	50
794.309	1,676.465	33	20.010	3	162
733.041	1,465.428	37	18.254	2	148
851.387	1,736.052	31	24.617	1	11
entfällt auf die slowakischen in %-en:					
44·18	43·48	25·29	59·53	6·25	1·50
59·70	61·30	34·20	70·20	10·30	9·00
59·65	63·48	30·83	65·75	20·00	12·74
57·76	63·75	30·56	63·31	36·11	19·99
57·52	63·66	34·02	57·11	32·26	25·56
62·62	65 71	38·96	55·54	17·86	35·06
69·04	67·95	46·48	60·18	36·37	4·69
68·91	70·49	45·71	60·90	42·86	3·47
69·65	69·54	47·14	61·76	50·00	4·59
62·64	58·61	51·39	53·15	50·00	20·39
71·06	70·81	50·82	66·81	50·00	2·59

amtes. Prag. Jahrgang 1921 – 1930.

3. Einige charakteristische Daten über die ungarischen

Jahr	Anzahl der Anstalten	Aktien-Kapital	Verlust-Reservefonds	Einlagen auf Einlagebücher	Gläubiger
				in Tausen-	
1920	33	15.933	5.486	58.723	26.442
1921	27	12.907	4.301	59·748	19.351
1922	26	14.875	3.496	32.336	18.605
1923	20	12.105	3.096	31.624	13.339
1924	17	10.820	2 801	33.580	15.084
1925	13	8.933	2.675	31.114	8.470
1926	9	6.483	1.564	23.213	4.145
1927	14	7.548	2.056	27.375	6.212
1928	10	6.918	2.508	29.456	7.196
1929	5	3.333	454	10,137	2.190
1930	6	3.643	723	12.650	2.763
			Von den gesammten Geldinstituten		
1920	86·84	77·66	77·86	85·51	79·80
1921·	75·00	59·00	80·00	78·90	83·30
1922	74·29	61·52	78·23	63·74	73·41
1923	66·67	57·29	74·87	65·90	73·40
1924	58·62	50·17	67·22	56·94	65·63
1925	52·00	48·73	67·38	55·44	53·39
1926	42·86	44·36	53·91	37·89	28·11
1927	63·64	47·82	55·93	38·41	33·68
1928	58·82	48·99	67·33	41·17	39·42
1929	31·25	23·12	10·61	12·38	10·40
1930	37·50	25·26	19·14	14·38	11·22

Quelle: Mitteilungen des tschechoslow. Statist. Staats-

Aktien-Geldinstitute in Karpathorussland 1920 – 1930.

Wechsel	Darlehen	Einen Gewinn wiesen aus		Einen Verlust wiesen aus	
		Anstalten	in 1000 Kč	Anstalten	in 1000 Kč
den Kč					
19.673	55.725	17	682	16	3.150
20.634	48.412	11	620	15	3.167
14.140	27.719	11	242	15	2.069
14.917	16.654	9	423	11	1.810
14.769	20.543	8	349	8	1.652
18.721	11.616	8	495	4	873
12.783	8.639	5	420	3	465
20.413	12.418	7	503	7	844
23.223	12.288	6	541	4	1.300
7.806	4.735	4	206	1	30
10.771	5.726	5	227	1	4
entfällt auf die ungarischen in %-en:					
91·41	84·23	89·48	31·79	84·21	96·71
80·80	80·00	78·50	60·20	75·00	93·80
71·68	59·04	73·33	19·63	75·00	63·02
70·94	53·82	69·23	38·56	68·75	51·33
51·01	54·31	61·54	36·54	53·34	40·16
61·03	35·63	61·54	50·36	44·45	34·66
36·69	24·62	35·72	52·43	50·00	7 ·04
47·44	28·10	53·85	42 92	77·78	82·50
56·39	27·63	50·00	49·23	80·00	92·24
15·23	10·55	28·57	21·35	50·00	90·91
18·14	11·59	35·72	20·23	50·00	30·77

amtes. Prag. Jahrgang 1921 – 1930.

4. Aktien-Geldinstitute in den Jahren

Jahr	Anzahl der Anstalten	Aktien-Kapital	Verlust-Reservefonds	Einlagen auf einlagebücher	Gläubiger
				In Tausen-	
1919	209	194.876	95.959	1,483.118	—
1920	207	288.569	137.548	1,334.816	31.000
1921	181	388.908	158.568	1,847.152	81.968
1922	165	452.685	167.689	2,031.411	1,172.431
1923	147	443.403	152.244	2,040.742	1,102.703
1924	128	442.452	152.650	2,156.049	961.508
1925	107	394.484	151.232	2,261.751	849.636
1926	82	355.738	133.884	2,296.930	777.376
1927	77	380.006	158.262	2,589.335	930.281
1928	76	379.630	166.633	2,783.744	1,064.116
1929	76	376.830	174.463	2,943.099	1,077.434
1930	63	375.658	192.670	3,085.136	1,012.872

Aktien-Geldinstitute in den Jahren

1920	38	20.516	7.046	68.676	33.134
1921	36	21.762	5.552	76.112	23.692
1922	35	24.180	4.469	50.729	25.343
1923	30	21.130	4.135	47.986	18.172
1924	29	21.566	4.167	58.978	22.985
1925	25	18.383	3.970	56.124	15.865
1926	21	14.613	2.901	61.262	14.747
1927	22	15.783	3.676	71.276	18.444
1928	17	14.123	3.725	71.554	18.253
1929	16	14.413	4.277	81.895	21.054
1930	16	14.423	3.778	87.973	24.615

Quelle: Mitteilungen des tschechoslow. Statist. Staats-

Anmerkung: In 1919 machten 5 der slowakischen Geldinstitute, deren Grundkapital 1,430.000 Kronen betrug, ihre Bilanz noch in ungarischer Kronenberechnung. In Anbetracht der verhältnismässig geringen Bedeutung dieser Institute stört dies aber das Gesamtbild wenig. Doch in Ruthenien hat-

1919 – 1930 in der Slowakei.

Wechsel	Darlehen	Einen Gewinn wiesen aus		Einen Verlust wiesen aus	
		Anstalten	in 1000 Kč	Anstalten	in 1000 Kč
d e n K č					
262.876	1,076.973	174	15.817	26	2.705
379.984	1,340.961	170	27.242	32	2.061
514.084	1,748.243	143	37.252	29	6.218
702.114	1,878.593	133	37.917	30	41.018
685.609	1,892.748	108	32.143	36	43.876
709.016	1,997.184	97	25.486	31	41.540
716.301	1,986.491	77	22.348	28	45.199
823.172	1,870.408	71	24.822	11	16.043
997.376	2,199.952	70	28.531	7	1.442
1,140.401	2,410.783	70	32.399	6	3.530
1,170.199	2,500.447	72	34.344	4	726
1,198.142	2,451.820	61	36.846	2	424

1920 – 1929 in Ruthenien.

21.522	66.156	19	2.145	19	3.257
26.200	59.634	14	1.029	20	3.375
19.726	46.949	15	1.233	20	3.283
21.027	30.943	13	1.097	16	3.526
28.954	37.824	13	955	15	4.114
30.672	32.600	14	983	9	2.519
34.842	35.084	14	801	6	628
43.031	44.196	13	1.172	9	1.023
41.184	44.481	12	1.099	5	1.507
51.236	44.892	14	965	2	33
59.381	49.381	14	1.122	2	13

amtes. Prag. Jahrgang 1921 – 1930.

ten im Jahre 1919 noch 29 Anstalten, das heisst der überwiegend grössere Teil ihre Bilanz in alter Kronenwährung zusammengestellt, die übrigen aber schon in tschechoslowakischer Valuta. Infolge dieser unklaren Sachlage haben wir von der Darstellung der Daten Rutheniens aus dem Jahre 1919 abgesehen.

Wer wird Nachfolger Azcarates?

In dieser Frage nimmt die „Pressewochenschau zur Nationalitätenfrage" Stellung wie folgt: Durch die Ernennung des Spaniers Paolo Azcarate zum stellvertretenden Generalsekretär ist der Posten des Leiters der Minderheitenabteilung im Völkerbund-Sekretariat vakant geworden. Persönlich hat Azcarate den Rechten der Minderheiten zweifellos wohlwollend gegenübergestanden und daher auch bei vielen von ihnen Sympathien erworben. Sachlich behinderten ihn jene negativen Momente, die heute der Stellung des Chefs der Minderheitenabteilung anhaften. Er musste auf die vielen politischen Einflüsse, die von den Vertretern der interessierten Staaten ausgehen und sich in Genf in wachsendem Masse bemerkbar machen, Rücksicht nehmen. Er bekam es eben zu spüren, dass der „Völkerbund" einen reinen Staatenbund darstellt und, so wie die Dinge heute liegen, die Einflüsse der Staaten nur durch die Einflüsse anderer Staaten pariert werden können. Trotzdem kommt der Tätigkeit des Chefs der Minderheitenabteilung, so in der Vorbereitung aller Entscheidungen der Dreierkomitees, der Abfassung der Ratsberichte usw. eine ausserordentliche Bedeutung zu. Die Frage, wer jetzt Nachfolger Azcarates wird, muss daher die Minderheiten im höchsten Masse interessieren.

Bekanntlich hat das Präsidium des Europäischen Nationalitäten-Kongresses, als es sich um die Ernennung eines Nachfolgers für E. Colban, den ersten Chef der Minderheitenabteilung handelte, in einem Schreiben an den Generalsekretär Sir Eric Drummond grundsätzlich den Standpunkt vertreten, dass der Leiter der Minderheitenabteilung nicht einem Lande entstammen dürfe, das selbst am Minderheitenproblem interessiert ist. Diese Forderung, dass der neue Leiter der Abteilung auf Grund seiner Herkunft, seiner Vergangenheit und seiner persönlichen Qualitäten ein Mann sein müsse, dessen Objektivität, Eignung und Erfahrung für den Posten ausser jedem Zweifel steht, muss heute nach den Erfahrungen der letzten Jahre nachdrücklicher denn je vertreten werden. Nur dann wird er in der Lage sein, wenigstens bis zu einem gewissen Grade der auf ihn einstürmenden Einflüsse Herr zu werden. Alle an der ehrlichen

Einhaltung der Nationalitätenrechte interessierten Kreise werden sich daher der Ernennung eines nicht genügend qualifizierten Kandidaten als Nachfolger Azcarate's aufs Schärfste widersetzen müssen.

Ein Rat aus England für Jugoslavien.

In Jugoslavien ist es in den letzten Wochen zu bedeutsamen Ereignissen gekommen, die im Zeichen einer allgemeinen Auseinandersetzung über die Struktur des Staates – Zentralismus oder Föderation – stehen. Die Führer aller nationalen Gruppen mit einem föderalistischen Programm wurden verhaftet, oder in entlegene Gebiete verschickt. (Anm. Für den Föderalismus trat mit einer programmatischen Forderung sogar der greise Führer der serbischen Demokraten Ljuba Dawidovic ein). Besonders bezeichnend ist, dass auch die katholische Volkspartei der Slowenen unter Führung des ehemaligen Ministerpräsidenten Dr. Koroschetz sich jetzt gleichfalls eindeutig für das föderative Prinzip entschieden hat. In Paris wurde seitens des Führers der oppositionellen Serben, Minister a. D. Prebicewic ein Buch veröffentlicht, in dem er ausführt, dass die Verwirklichung eines föderativen jugoslavischen Staates nur bei einer Ausschaltung der Dynastie zu erzielen wäre. Dem gegenüber weist das Organ der Deutschen Sloweniens, die „Deutsche Zeitung" in Cilli darauf hin, dass ein jugoslavischer Bundesstaat „mit gemeinsamen wirtschaftlichen und nationalen Interessen" durchaus denkbar sei und dass für solch eine neue Staatseinteilung „die Monarchie unter dem Königshaus Karadjordjewic unverrückbar wäre". Die Entscheidung liegt beim Könige selbst. Einstweilen scheint es, dass man in Belgrad alle Regungen zur Durchführung des Föderalismus als staatsfeindlich betrachtet. In diesem Zusammenhange vertritt der „Manchester Guardian" die Ansicht, dass die Übernahme der vertraglichen Bindungen des Minderheitenschutzes, d. h. die Garantie der Rechte aller Staatsbürger ohne Unterschied der Sprache und der Religion, für Jugoslawien auch eine Bindung gegenüber den Rechten der Kroaten, der Slowenen usw. bedeute. Wenn Jugoslawien –

schreibt das Blatt – grundsätzlich eine jede Revision der Verträge ablehnt, so müsste es jetzt auch diese vertraglichen Bindungen einhalten. (Anm. Im Gegensatz zu dieser Auffassung stehen die Kroaten und Slowenen bekanntlich selbst auf dem Standpunkte, dass sie keine Minderheiten, sondern Mehrheiten, resp. Teile des Mehrheitsvolkes darstellen und dass die Bestimmungen des Minderheitenschutzes daher nicht die Grundlage der internen Auseinandersetzung zwischen ihnen und den Belgrader Kreisen bilden).

Kampf der Russen Bessarabiens um ihre Kirche.

Die Russen Bessarabiens führen einen schweren Kampf um ihre eigene russische griechisch-orthodoxe Kirche, da nach Ansicht des rumänischen griechisch-orthodoxen Patriarchen, die Russen Bessarabiens in der rumänischen Kirche aufzugehen haben. In diesem Kampfe ist eine neue Phase insofern eingetreten, als kürzlich Bischof Seraphin von der russischen griechisch-orthodoxen kirchlichen Gemeinschaft in Wien, bei den Russen Bessarabiens, die er betreut, weilte, und ebenfalls eine Aussprache mit dem rumänischen Patriarchen Miron hatte. Bischof Seraphin äusserte, dass er seine Reise nach Rumänien mit Rücksicht auf die feierliche Erklärung des Ministers für Bessarabien, Muntianu, bezüglich der Eröffnung d-r russischen griechisch orthodoxen Kirche des Hl. Seraphin in Kischineff gewählt hätte, um nunmehr auch seinerseits zu einer günstigen Regelung der Frage betreffend die Organisation der russischen griechisch-orthodoxen kirchlichen Gemeinschaft in Bessarabien beizutragen Wie sich aus einer Erklärung der Vertreter der russischen Minderheit in Bessarabien ergibt, konnte Bischof Seraphin seine Absicht aber nicht ausführen, da die Polizei sich für seinen Pass zu interessieren begann. Er beschloss daher, den Plan einer Reise nach Bukarest wegen Verhandlung mit dem Minister von Bessarabien über die erwähnte Frage aufzugeben, auch darum, weil bekannt wurde, dass Patriarch Miron jeglicher Intervention seinerseits ablehnend gegenüberstand.

BÜCHER UND ZEITSCHRIFTEN.

«Les Minorités Nationales».

Professor Ernest Bovet, Professor Ruyssen und Lord Dickinson, drei, um die Sache der Nationalitätenrechte hochverdiente Männer, haben sich dazu entschlossen, unter der Überschrift „Cri d'alarme" einen Appell zu richten an alle diejenigen, welche am Minoritätenproblem interessiert sind, und vor allem auch an die Minderheiten selbst. Es handelt sich um das vom Weltverbande der Völkerbund-Ligen herausgegebene Bulletin „Les Minorités Nationales" (Lausanne), dessen Existenz jetzt gefährdet ist. Es heisst darüber in dem Appell: „Wenn der Versuch, die Stützung des Bulletins durch einen entsprechenden Bezug nicht sofort durchgeführt würde, müsste die Redaktion der Korrespondenz zur Schlussfolgerung gelangen, dass ihr Streben nicht genügend verstanden wird und sich die Frage stellen, ob das Werk überhaupt noch fortgesetzt werden soll".

Dass das vom Weltverbande der Völkerbund-Ligen herausgegebene Bulletin eine um die Lösung des Nationalitätenproblems im höchsten Grade verdienstvolle und bedeutsame Zeitschrift ist, darüber dürften im Kreise der Nationalitäten wohl nicht die geringsten Meinungsverschiedenheiten bestehen. Dieses desto mehr, da die Redaktion ja seit jeher bestrebt ist, die Korrespondenz zu einer Plattform für die korrekte Auseinandersetzung zwischen Mehrheitsvölkern und Minderheiten zu machen, um so der Verständigung zwischen ihnen zu dienen. Seitens der Minderheiten müsste alles, was in ihren Kräften liegt, daher auch geschehen, um den Bezug der Korrespondenz und damit auch ihr Fortbestehen zu sichern. In diesem Sinne hat auch vor wenigen Tagen der Ausschuss der Europäischen Nationalitäten-Kongresse einen Beschluss gefasst. Doch die Schwierigkeit liegt bekanntlich in der katastrophalen wirtschaftlichen Lage, in der sich die Minderheiten heute wohl noch in einem grösseren Umfange als die Mehrheitsvölker befinden, eine Lage, die heute die Existenz der Organisation bei den Minderheiten selbst gefährdet. Trotzdem muss ihrerseits der Versuch gemacht werden, dem Fortbestehen des Bulletins ihre Unterstützung zuteil werden zu lassen. Vor allem wohl, indem sie sich diesbezüglich mit den

Völkerbund-Ligen der ihnen stammverwandten Völker und Gruppen in Verbindung setzen. Mit dem Bulletin des Weltverbandes würde ja die einzige in französischer Sprache erscheinende kompetente Zeitschrift zur Nationalitätenfrage verschwinden. Es würde dadurch der Sache der Minderheitenrechte und des nationalen Friedens ohne Zweifel ein schwerer Schlag versetzt.

Epstein Leo: Studienausgabe der tschechoslowakischen Verfassungsgesetze

II. Auflage. Verlag Gebrüder Stiepel Ges. m. b. H., Reichenberg. 1932. Preis Kč 80·—

Als im Jahre 1923 dieses Werk in erster Auflage erschien, hat ihm Ludwig Spiegel in Erinnerung an die unerreichte Musterausgabe der österreichischen Verfassungsgesetze den Ehrentitel eines „tschechoslowakischen Bernatzik" verliehen und auch die tschechischen Fachkreise haben das Buch als das grösste und beste seiner Art bezeichnet. Dieses Lob gebührt nicht minder der zweiten, vollkommen umgearbeiteten und auf den neuesten Stand ergänzten Auflage, die soeben erschienen ist. Die Sammlung von geschichtlichen Dokumenten, die für die Entstehung des Staates wichtig sind, wurde erweitert (sie ist auch noch heute die einzige Sammlung dieser Art in deutscher Sprache geblieben), das im Laufe der letzten neun Jahre gewaltig angewachsene Gesetzesmaterial vollständig aufgenommen und der systematische Aufbau des Buches ganz neu und noch zweckmässiger gestaltet. Hinzugekommen ist ein neues Hauptstück, enthaltend die wichtigsten Erkenntnisse des Obersten Verwaltungsgerichtes und des Wahlgerichtes. Die Quellen über das Staatsbürgerrecht, die in der ersten Auflage stiefmütterlich bedacht waren, erscheinen nunmehr lückenlos, auch das Verwaltungsorganisationsgesetz und die Landes- und Bezirksvertretungswahlordnung sowie die beiden Sprachenverordnungen und die neuen Grenzverträge fehlen nicht. Wenn man nun noch bedenkt, dass die Hinweisungen auf analoge Gesetzesbestimmungen weiter ausgebaut, die kommentatorischen Anmerkungen stark vermehrt und die Zitate aus der altösterreichischen Verfassungsgesetzgebung beibehalten wurden, so staunt man, dass das Buch von 685 nur auf 950 Seiten gestiegen ist. Weggefallen ist tatsächlich nur der doppelte Abdruck der einander überaus ähnli-

chen Geschäftsordnungsgesetze der beiden Kammern der Nationalversammlung (doch hat der Verfasser jeglichen Nachteil dieser Beschränkung in überaus geschickter Art dadurch wettgemacht, dass er dem Texte der Geschäftsordnung des Abgeordnetenhauses die Abweichungen der Senatsgeschäftsordnungen beifügte) und die Gesetzesmaterialien wurden etwas gekürzt wiedergegeben. Da jedes der aufgenommenen 69 historischen Dokumente mit einer römischen und jede der in dem Buche enfhaltenen 109 Rechtsnormen mit einer arabischen Ziffer bezeichnet ist, und diese Ziffern jedem Zitat in Klammer fett gedruckt beigefügt sind, und dem Texte überdies ein fortlaufendes Verzeichnis der Dokumente und der Rechtsnormen vorausgeht, ist das höchste Ausmass für leichte Orientierung vorhanden.

Die Neuauflage der Epsteinschen Studienausgabe der tschechoslowakischen Verfassungsgesetze ist ein unentbehrlicher Behelf für alle Behörden, ein vorzügliches Lehrmittel für unsere Studierenden der Rechte, ein notwendiges Nachschlagewerk für alle Parlamentarier, Landesvertreter und Gemeindefunktionäre und es sollte zum eisernen Bestande jeder Gemeindebibliothek und jeder Redaktionsbücherei gehören. Aber darüber hinaus wird es jedem ohne Unterschied seiner Muttersprache im In-, aber auch im Auslande willkommen sein, der mit tschechoslowakischen Verfassungsverhältnissen zu tun hat und sich für das öffentliche Leben und für die politische Entwicklung in der Tschechoslowakischen Republik interessiert.

DOCUMENTE.

Părerea Partidului Maghiar în chestia reducerii retribuțiunilor funcționarilor publici în adunarea deputaților ședința dela 10 Februarie 1933.

Francisc Laár: D-le președinte, d-lor deputați, Partidul Maghiar, cu sufletul profund mișcat și cu îngrijorare, judecă situația angajaților statului, cari și până în prezent, numai cu cele mai mari sforțări au fost capabili a rezista mizeriei, des-

făşurate în urma reducerilor de salarii anterioare şi a-şi asigura întreţinerea familiilor lor.

Totuşi, nu vom agrava situaţia actuală, profitând de o popularitate uşoară, fiind convinşi de faptul, că guvernul este constrâns a aplica măsuri extraordinare şi nici nu ne chibzuim, că ar putea exista vreun guvern, care ar fi dispus a lua asupra lui răspunderea, pentru mizeria în care sunt împinşi funcţionarii statului, dacă nu o pretinde interesul de existenţă al statului.

Şi dacă, nici după cele expuse, nu avem posibilitatea de a vota proiectul din desbatere, nu o facem pentru a obţinea recunoştinţa alegătorilor noştri, nici să vă agravăm şi mai mult situaţia gravă a guvernului, ci numai pentru motivul că proiectul actual are intenţia de a aplica curba de reducere a salariilor, în mod neechitabil.

Trebue să se ţină seama de un salariu minimal, scutit de orice reducere.

La reduceri să se respecte criteriul progresivităţii.

Este neadmisibilă violarea principiului de tratament de egalitate, prin riscarea unei lovituri atât de grave. Un astfel de procedeu majorează durerea aceluia care suferă de reducerea salariilor.

In consecinţă, proiectul este antisocial şi compromite principiile în contînu accentuate de onor. guvern şi de partidul din care face parte.

D-lor deputaţi, după ce am precizat punctul de vedere al grupului parlamentar maghiar, în ce priveşte reducerea salariilor funcţionarilor, admiteţi-mi ca, în câteva cuvinte scurte, să vă atrag atenţia asupra situaţiei catastrofale a preoţimei minoritare, care se sbate în cea mai mare mizerie.

Este incontestabil că ţara trece astăzi printr'o criză economică şi financiară fără precedent. A diminua această criză, este obligaţiunea fiecărui cetăţean al acestei ţări, însă, cu toate acestea vin să solicit bunăvoinţa d-voastră şi să vă arăt situaţia preoţimii minoritate, care primeşte o subvenţie lunară dela 800 — 2.000 lei. Dacă din această sumă maximală — luând ca bază 2.000 lei — se vor reduce 12,50 la sută, deci vreo 250 lei, se mai reţine pentru fondul de pensii 10 la sută, înfine alte reţineri, care se cifrează aproximativ la 5 la sută, îi rămâne preotului minoritar o sumă lunară de 1.450 — 1.520 lei.

(D. Policarp Beţianu, vicepreşedinte, ocupă fotoliu preşedinţial).

Vă întreb pe d-voastră, oare poate din această sumă să-şi întreţină familia şi să-şi crească copii preotul minoritar?

Să vă dau câteva exemple. In zilele trecute, am primit o scrisoare dela un preot, coleg al meu — pentrucă şi eu sunt preot reformat minoritar — spunând că are patru copii şi copii i au două perechi de ghete, astfel încât, în fiecare săptămână, numai câte doi copii frecventează şcoala, ceilalţi doi copii trebuind să rămână acasă. Un alt preot îmi scrie că are o singură cămaşe şi, dacă i se va aplica şi această reducere, atunci şi această singură cămaşe i-o vom trage-o de pe spate. Nu vreau, d-lor deputaţi, să vă impresionez cu exemplul acesta, dar vă atrag atenţia să judecaţi serios, în ce priveşte reducerea subvenţiei preoţimii minoritare. Pe noi nu ne puteţi acuza nici cu aceia, că doar pentru serviciul divin am primit ceva onorarii dela creştini, pentrucă la noi nu se plăteşte nimic, nici pentru înmormântare, nici pentru botez, nici pentru cununie.

Voci de pe băncile majorităţii: Foarte frumos!

D. Francisc Laár: Ceea ce primim dela contribuabilii noştrii creştini este o sumă neînsemnată. Astfel, în declaraţiunea mea pentru impunere, această sumă se ridică la 15.000 lei, la care, dacă se adaogă şi subvenţia acordată de stat, ajung la un venit de 27.000 lei anual. Vă rog, d-lor deputaţi, să credeţi că din această sumă un preot nu-şi poate întreţine familia şi nu-şi poate creşte copii.

De aceea, d-lor deputaţi, vă rog să consimţiţi ca să se fixeze un minimum de existenţă şi în cazul acesta, atât preoţii minoritari, cât şi, în general toţi funcţionarii din ţară, vor fi scutiţi de această reducere care taie în carne vie.

D-lor deputaţi, am onoare să mai ridic în faţa d-voastre şi o altă chestiune. In continuu s'a cerut dela această tribună ca funcţionarii străini să fie îndepărtaţi din serviciile statului. Vă rog, care sunt aceşti funcţionari străini? Noi, minoritarii?

Voci de pe băncile majorităţii: Nu despre aceştia este vorba.

D. Francisc Laár: Avem noi funcţionari de stat? Cea mai mare parte din funcţionarii de stat minoritari au fost îndepărtaţi din servicii.

D. Virgil Madgearu, ministrul finanţelor: Să mă iertaţi, funcţionarii minoritari nu au fost îndepărtaţi din serviciu.

D. Francisc Laár: Dela Căile Ferate Române au fost îndepărtați cu sutele.

D. Virgil Madgearu, ministrul finanțelor: Au fost îndepărtați aceea care nu au vrut să depună jurământul de credință.

D. Francisc Laár: Nu, d-le ministru, vă voiu aduce dovezi și vă veți convinge că au fost îndepărtați pe un motiv neîntemeiat, că nu și-au însușit limba statului.

D. Virgil Madgearu, ministrul finanțelor: Nu are nici o legătură această chestiune, care este de ordin politic, cu chestiunea reducerii salariilor.

D. Francisc Laár: Chestiunea a fost ridicată de d. deputat Stelescu, având o resursă prin care puteți obține economii.

D. V. Toncescu: Funcționarii minoritari sunt și ei apărați în stabilitatea lor de statutul funcționarilor publici. Sunt și astăzi minoritari în înalta magistratură și în alte instituțiuni ale statului.

D. Francisc Laár: Chiar în zilele acestea o mulțime de funcționari minoritari dela Poștă au primit un ordin cu Nr. 1.152 dela Direcția Regionalelor Cluj, pentru necunoașterea limbii statului sunt scoși din funcțiune.

D. Virgil Madgearu, ministrul finanțelor: Apoi, ce să le facem dacă, după 14 ani, dela Unire, nu au reușit să învețe limba românească.

D. Francisc Laár: Au dat de trei ori examen și posedă certificate că au reușit la aceste examene și totuși ei sunt concediați.

D. Nándor Hegedüs: Cunosc foarte bine limba statului.

D. Francisc Laár: Ei cunosc foarte bine limba.

Voci de pe băncile majorității: Faceți o interpelare asupra acestei chestiuni.

D. Francisc Laár: Eu cred că nu se poate ridica nici o obiecțiune în contra funcționării lor.

D-lor, pentru a mă rezuma, pe scurt, rog pe d. ministru al finanțelor și pe onorata Cameră să fixeze un minimum de existență și, în cazul acesta se va face, cel puțin în parte, dreptate funcționarilor.

STATISTISCHE MITTEILUNGEN

Deutsche Minderheitsschulen in Ungarn.

Laut Daten der Ungarischen Statistischen Jahrbücher über die Gliederung der alltäglichen Volksschulen können wir folgendes feststellen:

Schuljahr	deutsche Minderheits-schulen	hievon mit deutscher Unterrichtssprache
1925/26	463	48
1926/27	464	48
1927/28	464	49
1928/29	460	49
1929/30	454	47
1930/31	452	46

Nach Abzug der reichsdeutschen Schulen in Budapest und zweier jüdischer Volksschulen waren im Jahre 1928 460 deutsche Minderheitsschulen, die sich nach Typen* folgenderweise teilen:

Mit Typ A	48	Schulen	10·4 %
Mit Typ B	98	„	21·3 „
Mit Typ C	314	„	68·3 „
Zusammen	460	Schulen	100·0 %

Dem Erhalter der Schule nach verteilen sich diese 460 Schulen wie folgt:

Kath. konfessionell	317	Schulen	68·9 %
Protestantisch konfessionell	75	„	16·3 „
Staatlich	44	„	9·6 „
Kommunal	22	„	4·8 „
Gesellschaftlich	2	„	0·4 „
Zusammen	460	Schulen	100·0 %

Interessant ist, wenn man die Typen mit dem Schulcha-

* Im Jahre 1923 wurde das Minderheitenschulwesen durch die Verordnung Nr. 110.478 – 1923 des Kultus- und Unterrichtsministers dadurch genau geregelt, dass die bekannten A- (deutsche Unterrichtssprache), B- (ungarisch-deutsche Unterrichtssprache) und C-Typen (ungarische Unterrichtssprache) eingeführt wurden. Im Jahre 1925 wurden auch die Schulpläne dieser Typen durch ministerielle Verordnungen festgesetzt.

rakter kombiniert, weil daraus hervorgeht, inwieweit die einzelnen Schulerhalter den Forderungen der deutschen Minderheit nachkommen.

Schulcharakter	von den 460 deutschen Minderheitsschulen hatten im Jahre 1927–28			
	Typus A	B	C	Zusammen
Katholisch-konfessionell	35 11·0 %	58 18·3 %	224 70·7 %	317 100·0 %
Protestantisch konfessionell	12 16·0 %	37 49·3 %	26 34·7 %	75 100·0 %
Staatlich	1 2·2 %	1 2·2 %	42 95·6 %	44 100·0 %
Kommunal	–	2 0·1 %	20 99·9 %	22 100·0 %
Gesellschaftl.	–	–	2 100·0 %	2 100·0 %
Zusammen	48 10·4 %	98 21·3 %	314 68·3 %	460 100·0 %

Director şi redactor răspunzător: Dr. Elemér Jakabffy.
Tipografia Husvéth şi Hoffer, Lugoj.